

CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SÉANCE DU 22 JUIN 2023

Extrait du registre des délibérations

Le jeudi 22 juin 2023, à 18h17,

Le conseil communautaire de Caen la mer, légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, en l'hémicycle de la communauté urbaine, sous la présidence de Joël BRUNEAU, Président.

Date de convocation : 15/06/23

Nombre de membres en exercice :	111
Nombre de membres présents :	78
Nombre de votants :	98

PRÉSENTS :

En tant que titulaires : Monsieur Sébastien FRANÇOIS, Monsieur Patrick LESELLIER, Monsieur Dominique RÉGEARD, Monsieur Patrick LECAPLAIN, Madame Ginette BERNIÈRE, Monsieur Bruno COUTANCEAU, Monsieur Nicolas ESCACH, Monsieur Aurélien GUIDI, Madame Béatrice GUIGUES, Madame Béatrice HOVNANIAN, Madame Lynda LAHALLE, Madame Jacqueline MARTIN, Monsieur Gabin MAUGARD, Monsieur Emmanuel RENARD, Monsieur Olivier SIMAR, Monsieur Christian CHAUVOIS, Monsieur Lionel MARIE, Monsieur Dominique ROUZIC, Madame Catherine AUBERT, Monsieur Thierry SAINT, Madame Magali HUE, Monsieur Pierre SCHMIT, Madame Hélène BURGAT, Monsieur Romain BAIL, Monsieur Marc POTTIER, Monsieur Ludwig WILLAUME, Monsieur Pascal SÉRARD, Monsieur Frédéric LOINARD, Monsieur Patrick LEDOUX, Madame Isabelle MULLER DE SCHONGOR, Monsieur Raymond PICARD, Monsieur Christian DELBRUEL, Monsieur Stéphane LE HELLEY, Monsieur Yves RÉGNIER, Madame Sophie SIMONNET, Monsieur Aristide OLIVIER, Monsieur Michel LE LAN, Madame Emilie ROCHEFORT, Monsieur Marc MILLET, Monsieur Rudy NIEWIADOMSKI, Monsieur Rudy L'ORPHELIN, Monsieur Gilles DÉTERVILLE, Monsieur Philippe JOUIN, Madame Pascale BOURSIN, Madame Baya MOUNKAR, Madame Amandine FRANÇOIS-GOGUILLON, Monsieur Nicolas JOYAU, Monsieur Xavier LE COUTOUR, Monsieur Laurent MATA, Madame Nathalie BOURHIS, Monsieur Dominique DUVAL, Madame Véronique DEBELLE, Madame Virginie CRONIER, Monsieur Joël BRUNEAU, Monsieur Rodolphe THOMAS, Madame Béatrice TURBATTE, Monsieur Michel BOURGUIGNON, Monsieur Richard MAURY, Monsieur Michel LAFONT, Madame Nelly LAVILLE, Monsieur Marc LECERF, Madame Nadine LEFÈVRE-PROKOP, Monsieur Michel PATARD-LEGENDRE, Monsieur Thierry RENOUF, Monsieur Erwann BERNET, Monsieur Jérôme LANGLOIS, Monsieur Benoît LERÉVÉREND, Monsieur Didier BOULEY, Madame Nathalie DONATIN, Madame Ghislaine RIBALTA, Monsieur Mickaël MARIE, Monsieur Dominique GOUTTE, Monsieur Damien DE WINTER, Madame Virginie AVICE, Madame Camille BROU-VERNET, Madame Maryline LELEGARD-ESCOLIVET, Monsieur Serge RICCI.

En tant que suppléants : Madame Christèle LEGRAND suppléante de Monsieur Philippe MARS.

EXCUSÉ(S) AYANT DONNÉ POUVOIR : Monsieur Jacques LANDEMAINE à Madame Béatrice TURBATTE, Monsieur Raphaël CHAUVOIS à Monsieur Christian CHAUVOIS, Madame Annie ANNE à Monsieur Gilles DÉTERVILLE, Monsieur Théophile KANZA MIA DIYEKA à Monsieur Michel LE LAN, Madame Agnès MARRETEUX à Madame Virginie AVICE, Madame Céline PAIN à Monsieur Rudy L'ORPHELIN, Madame Clémentine LE MARREC à Monsieur Lionel MARIE, Madame Élisabeth HOLLER à Monsieur Yves RÉGNIER, Madame Maria LEBAS à Monsieur Marc LECERF, Madame Agnès DOLHEM à Monsieur Jérôme LANGLOIS, Monsieur Jean-Marc PHILIPPE à Monsieur Richard MAURY, Monsieur Patrick JEANNENEZ à Madame Nathalie BOURHIS, Monsieur Jean-Marie GUILLEMIN à Madame Pascale BOURSIN, Madame Brigitte BARILLON à Madame Amandine FRANÇOIS-GOGUILLON, Madame Sonia DE LA PROVÔTÉ à Monsieur Aristide OLIVIER, Madame Florence BOUCHARD à Monsieur Patrick LESELLIER, Madame Sylvie MOUTIERS à Madame

Ghislaine RIBALTA, Monsieur Jean-Paul GAUCHARD à Monsieur Damien DE WINTER, Monsieur Fabrice DEROO à Monsieur Pascal SÉRARD, Madame Cécile COTTENCEAU à Madame Béatrice GUIGUES.

EXCUSÉ(S) : Madame Alexandra BELDJOUDI, Monsieur François JOLY, Monsieur Ludovic ROBERT, Madame Sara ROUZIÈRE, Monsieur Franck GUÉGUÉNIAT, Monsieur Gérard HURELLE, Monsieur Pascal PIMONT, Monsieur Christian LE BAS, Monsieur Martial BORDAIS, Monsieur Vincent LOUVET, Madame Élodie CAPLIER, Monsieur Bertin GEORGE, Madame Armelle ERNAULT.

Le conseil nomme Madame Hélène BURGAT secrétaire de séance.

**N° C-2023-06-22/18 - ADMINISTRATION GÉNÉRALE, RESSOURCES HUMAINES ET FINANCES -
INSTAURATION D'UN TAUX DE TAXE D'AMÉNAGEMENT MAJORÉ SUR PLUSIEURS
SECTEURS DE LA COMMUNE DE COLOMBELLES**

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la communauté urbaine Caen la mer a instauré un taux uniforme de taxe d'aménagement de 5% sur l'ensemble de son territoire par délibération en date du 23 novembre 2017.

En vertu de l'alinéa premier de l'article 1635 quater N du code général des impôts, le taux de la part communale ou intercommunale de la taxe d'aménagement peut être majoré jusqu'à 20 % dans certains secteurs par délibération motivée, prise dans les conditions prévues au II de l'article 1639 A. Cet article précise que l'importance des constructions nouvelles édifiées dans ces secteurs doit rendre nécessaire la réalisation de travaux substantiels de voirie, de réseaux, de restructuration, de renouvellement urbain ou encore la création d'équipements publics d'intérêt général. L'exécution desdits travaux doit avoir pour effet de renforcer l'attractivité des zones concernées et ainsi réduire les incidences liées à l'accroissement local de la population.

L'éco-quartier et l'îlot Jouhaux sur la commune de Colombelles ont fait l'objet d'orientations et de programmation (OAP) dans la modification n°4 du PLU de la commune approuvée le 30 juin 2022. Le projet de construction de logements sur les sites de l'éco-quartier et de l'îlot Jouhaux prévoit ainsi un nombre de 250 logements, soit près de 500 habitants supplémentaires.

L'aménagement et la construction de ces nouveaux logements nécessitent des équipements et des dessertes collectifs, tout en garantissant un paysagement et une végétalisation de ces secteurs pour offrir un cadre de vie qualitatif.

L'arrivée de cette nouvelle population aura également des répercussions sur les équipements collectifs et services publics existants.

Ainsi, la réalisation de ces travaux de recomposition et d'aménagement des espaces publics ainsi que la création et l'extension d'équipements publics justifient le vote d'une taxe d'aménagement majorée sur ce secteur.

L'importance des constructions à édifier sur les parcelles cadastrées de la commune de Colombelles, délimitées par le plan cadastral joint en annexe, nécessite la réalisation d'équipements publics listés ci-dessous :

- Augmentation de la capacité d'accueil du restaurant scolaire Henri Sellier ;
- Reconfiguration et extension du campus scolaire Henri Sellier ;
- Aménagement du bois : cheminement pour les personnes à mobilité réduite, liaison piétonne (coulée verte améliorant l'accessibilité du bois depuis le centre-ville), installation d'agrès ludiques et aires de jeux ;
- Aménagement des espaces publics : Achat de mobilier urbain et de signalétique adaptée ;
- Réhabilitation et développement du complexe sportif Auguste Michelle ;
- Optimisation et renforcement de l'accueil de loisirs (bâtiment « Léo Lagrange ») ;
- Création d'un Pôle social.

Conseil communautaire - séance du jeudi 22 juin 2023

Il est proposé d'instaurer un taux majoré de la taxe d'aménagement de 15 % sur ces parcelles telles qu'identifiées et présentées en annexe par référence aux documents cadastraux.

La présente délibération accompagnée du plan cadastral est reconduite tacitement tant qu'elle n'est pas rapportée ou modifiée.

Elle est notifiée aux services fiscaux dans un délai de deux mois à compter de la date de son adoption.

VU les articles 1635 quater N et suivants du code général des impôts,

VU l'ordonnance n°2022-883 du 14 juin 2022 relative au transfert à la direction générale des finances publiques de la gestion de la taxe d'aménagement et de la part logement de la redevance d'archéologie préventive,

VU le décret n° 2021-1452 du 4 novembre 2021 pris pour l'application des articles L. 331-14 et L. 331-15 du code de l'urbanisme,

VU la délibération du conseil communautaire du 23 novembre 2017 instaurant un taux uniforme de taxe d'aménagement de 5% sur l'ensemble de son territoire, à compter du 1^{er} janvier 2018,

VU le plan cadastral joint selon le décret n° 2021-1452 du 4 novembre 2021,

VU l'avis de la commission « Administration générale, ressources humaines et finances » du 14 juin 2023,

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré :

DÉCIDE de fixer un taux majoré à 15 % pour la taxe d'aménagement sur les secteurs tels qu'identifiés et présentés en annexe par référence aux documents cadastraux.

DIT que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Caen dans un délai de 2 mois suivant sa publication. Ce recours contentieux peut être précédé dans ce délai d'un recours gracieux auprès de monsieur le président. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les 2 mois suivant la réponse au recours gracieux. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr,

AUTORISE le président ou son représentant à signer l'ensemble des pièces nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération.

Vote : Unanimité
2 abstentions

Transmis à la préfecture le 28/06/23
Affiché le 28/06/23
Identifiant de l'acte 014-200065597-20230622-
lmc1136908-DE-1-1
Exécutoire le 28 juin 2023

Le Président,

Joël BRUNEAU

ANNEXE

Taux majoré

Taux : 15%

Projets de construction de logements	Préfixe	Section	Parcelle
	167	BC	74
	167	BC	75
	167	BC	76
	167	BC	77
	167	BC	78
	167	BC	79
	167	BC	80
	167	BC	81
	167	BC	82
	167	BC	83
	167	BC	84
	167	BC	85
	167	BC	86
	167	BC	87
	167	BC	88
	167	BC	89
	167	BC	235
	167	BC	236
	167	BC	237
	167	BC	238
	167	BC	239
	167	BC	240
	167	BC	241
	167	BC	242
	167	BC	243
	167	BC	244
	167	BC	245
	167	BC	246
	167	BC	247
	167	BC	248
	167	BC	249
	167	BC	250
	167	BC	251
	167	BC	252
	167	BC	253
	167	BC	254
	167	BC	255
	167	BC	256
	167	BC	257
	167	BC	258
	167	BC	259
	167	BC	260
	167	BC	261
	167	BC	262
	167	BC	263
	167	BC	264
	167	BC	265
	167	BC	266
	167	BC	267
	167	BC	268
	167	BC	269
	167	BC	270
	167	BC	271
	167	BC	272
	167	BC	273
	167	BC	274
	167	BC	275
	167	BC	276
	167	BC	277
	167	BB	195
	167	BB	196

Impression non normalisée du plan cadastral



Service de la Documentation Nationale du Cadastre
82, rue du Maréchal Lyautey - 78103 Saint-Germain-en-Laye Cedex
SIRET 16000001400011

©2022 Direction Générale des Finances Publiques

Impression non normalisée du plan cadastral